

Audience publique du 11 mai 2016

Recours formé par Monsieur ..., ...
contre un arrêté grand-ducal
en matière de changement de nom

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 35579 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 11 décembre 2014 par Maître Alexandre CHATEAUX, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., demeurant à L-..., tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'un arrêté grand-ducal du 3 octobre 2014 portant refus de l'autorisation de changer son nom patronymique ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 5 mars 2015 ;

Vu les pièces versées au dossier et notamment l'arrêté grand-ducal déféré ;

Entendu le juge-rapporteur en son rapport ainsi que Madame le délégué du gouvernement Claudine KONSBRUCK en sa plaidoirie à l'audience publique du 9 mai 2016.

Par demande du 9 août 2011, Monsieur ... sollicita l'autorisation de changer son nom patronymique en celui de « ... », nom porté par sa mère.

Sur avis négatifs respectifs du Procureur d'Etat près du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, du Procureur général d'Etat et du Conseil d'Etat, un arrêté grand-ducal du 3 octobre 2014 refusa l'autorisation de changer de nom.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 11 décembre 2014, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation de l'arrêté grand-ducal du 3 octobre 2014.

Par courrier du 3 avril 2015, Maître Alexandre CHATEAUX informa le tribunal administratif qu'il n'avait plus mandat dans l'affaire introduite par ses soins ; par courrier daté du 6 mai 2015, Monsieur ... fut informé par les soins du greffe du tribunal administratif que son avocat avait déposé son mandat et qu'il était en conséquence invité à confier la défense de ses intérêts à un autre avocat à la Cour. Par le même courrier,

Monsieur ... fut informé que l'affaire paraîtrait à l'audience publique du 1^{er} février 2016 pour plaidoiries et qu'il pouvait faire rayer l'affaire s'il n'entendait pas la poursuivre.

Par courrier du 21 janvier 2016, Maître Alexandre CHATEAUX réitéra son précédent courrier, informant le tribunal du dépôt de son mandat en date du 19 mars 2015. Par lettre recommandée du 26 janvier 2016, le greffe s'adressa à nouveau à Monsieur ... aux fins de l'inviter à confier la défense de ses intérêts à un autre avocat à la Cour ; toutefois, ce courrier fut retourné au greffe avec l'indication que son destinataire était parti et n'habitait plus à l'adresse indiquée.

A l'audience publique du 1^{er} février 2016, l'affaire fut refixée une ultime fois au 9 mai 2016, sans que le demandeur ne se soit manifesté personnellement, respectivement ait chargé un nouveau mandataire.

A l'audience publique du 9 mai 2016, le tribunal a soulevé d'office la question de la recevabilité du recours, respectivement de son maintien conformément à l'article 30 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, l'intérêt à agir conditionnant la recevabilité d'une demande s'analysant en effet en question d'ordre public¹.

En effet, si *stricto sensu* l'intérêt à agir est à apprécier au moment de l'introduction du recours, il n'en reste pas moins que le maintien d'un intérêt à agir, ou plus précisément d'un intérêt à poursuivre une action doit être vérifié au jour du jugement² sous peine de vider ce dernier de tout effet utile, les juridictions administratives n'ayant pas été instituées pour procurer aux plaideurs des satisfactions purement platoniques ou leur fournir des consultations³, ainsi que sous peine le cas échéant, outre d'encombrer le rôle des juridictions administratives, d'entraver la bonne marche des services publics en imposant à l'autorité compétente à se justifier inutilement devant les juridictions administratives et en exposant, le cas échéant, ses décisions à la sanction de l'annulation ou de la réformation sans que l'administré ayant initialement introduit le recours ne soit encore intéressé par l'issue de ce dernier.

Or, la première personne à déterminer s'il existe effectivement dans son chef un intérêt concret et personnel suffisant pour intenter un procès et pour le poursuivre ensuite, est le justiciable lui-même qui a saisi le tribunal administratif d'une demande : non seulement il estime qu'il a été porté atteinte à ses droits ou que ses intérêts ont été lésés, mais il considère que le redressement obtenu au moyen d'une décision juridictionnelle apportera à sa situation une amélioration qui compense les frais qu'entraîne et les désagréments que comporte un procès. La volonté du justiciable, manifestée par l'introduction d'une demande en justice, de défendre ce qu'il considère comme un intérêt le concernant est donc le premier élément qui est nécessaire pour rendre possible la

¹ Cour adm. 29 mai 2008, n° 23728C du rôle, Pas. adm. 2015, V° Procédure contentieuse, n° 4.

² Michel Leroy, Contentieux administratif, 3^e édition, p.494.

³ Trib. adm. 14 janvier 2009, n° 22029 du rôle, Pas. adm. 2015, V° Procédure contentieuse, n° 47.

constatation que ce justiciable justifie effectivement de l'intérêt concret et personnel requis en droit pour être recevable à intenter un procès.

Si cette volonté vient à disparaître en cours de procès, il n'est potentiellement plus satisfait à la condition qui doit être remplie en tout premier lieu pour que l'on puisse admettre que la partie litigante conserve effectivement un intérêt concret et personnel à faire statuer sur la demande qu'elle a introduite. Cette première condition n'étant plus remplie, il y a lieu d'en conclure que le recours n'est plus recevable en raison de la disparition de l'intérêt requis en droit.

Or, le défaut de volonté de maintenir une demande peut résulter de la persistance avec laquelle le justiciable s'abstient de toute marque d'intérêt pour le déroulement du procès qu'il a engagé⁴. Cette absence de toute marque d'intérêt constitue dès lors un motif suffisant pour décider que l'intérêt requis en droit pour obtenir une décision sur la demande n'existe plus et qu'à défaut de cet intérêt, le recours doit être rejeté comme n'étant plus recevable.

En l'espèce, force est de constater que le demandeur n'a pas témoigné le moindre intérêt pour le déroulement et le maintien de l'instance qu'il a mue par sa requête du 11 décembre 2014, notamment en se présentant ou se faisant représenter aux diverses audiences, en déposant un mémoire en réplique afin de contrer les arguments opposés à son recours par la partie gouvernementale ou encore en répondant aux courriers lui adressés par le greffe du tribunal administratif : il convient dès lors de rejeter son recours.

Encore que l'avocat constitué a en l'espèce déposé son mandat après avoir déposé une requête introductive d'instance⁵, le présent jugement est néanmoins rendu contradictoirement entre parties.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

rejette le recours,

condamne le demandeur aux frais.

⁴ Voir notamment Conseil d'Etat belge, 6 avril 1982, n° 22183.

⁵ Trib. adm. 24 janvier 2000, n° 11558 du rôle, Pas. adm. 2015, V° Procédure contentieuse, n° 749.

Ainsi jugé par et prononcé à l'audience publique du 11 mai 2016 par :

Marc Sünner, président,
Annick Braun, premier juge,
Alexandra Castegnaro, juge,

en présence du greffier Michèle Hoffmann.

Hoffmann

Sünner